



## Déclaration de la FSU

CTA du mardi 15 mars 2022

### La démocratie à l'épreuve de la guerre.

Avant tout, la FSU apporte bien évidemment son soutien plein et entier à notre collègue du lycée Sonia Delaunay de Blois ainsi qu'à ses proches et à l'ensemble des collègues de l'établissement et du lycée Dessaignes.

Tout suicide ou tentative de suicide doit donner lieu à une enquête CHSCT, afin de déterminer les causes et de trouver les moyens de prévention adéquates. La FSU rappelle que l'employeur est tenu de protéger la santé des personnels. Aucune conclusion excluant les conditions de travail ne saurait être tirée avant la commission d'enquête.

A peine quittons-nous-et encore-une pandémie qui laissera beaucoup de dégâts qu'une guerre est déclarée. Le sol tremble sous les bombes, des innocentes et innocents meurent chaque jour, à défaut de pouvoir quitter leur pays, des centrales nucléaires sont mises en danger, avec la perspective d'une nouvelle catastrophe nucléaire.

Cette fois-ci, ce n'est pas sur un sol lointain, mais sur le sol européen, conséquence presque logique de la déstabilisation de la région provoquée depuis 2014 par l'annexion de la Crimée et d'une partie de la Géorgie. La FSU condamne bien évidemment cette agression, appelle à la paix, et affirme sa solidarité avec les peuples ukrainiens mais aussi russes qui se mobilisent malgré les risques pour dénoncer la guerre. C'est toujours le peuple qui en paie le prix, le prix du sang, le prix des larmes, pour le plus grand profit des possédants et des marchands d'armes, et de celles et ceux pour qui la démocratie et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est le plus grand danger.

La France doit tout mettre en œuvre pour accueillir les réfugié-es, et scolariser leurs enfants. Cependant la guerre en Ukraine doit être l'occasion de rappeler qu'il n'y a pas de « bons » réfugiés et les autres. L'ensemble des populations qui fuient les guerres, ou pour des raisons économiques, doit être accueilli dans la plus grande dignité, dignité que le gouvernement semble avoir enfin retrouvé après 4 ans d'atteinte aux droits les plus fondamentaux, comme le traitement inhumain qui a été infligé à Calais. Honte à celles et ceux qui les avaient oubliés jusque là, comme à ceux qui continuent.

La FSU exige qu'un effort soit fait pour l'accueil de toustes. Cela passe notamment par l'ouverture et le renforcement des UPE2A, qui manquent déjà cruellement de moyens, bien avant la crise ukrainienne. Nous savons d'ores et déjà que la situation est particulièrement tendue dans le Cher où une cinquantaine d'élèves ne sont toujours pas scolarisés à l'heure actuelle. Quelles mesures seront prises et à quel niveau dans notre académie Mme la Rectrice ? Le ministère compte-il donner les moyens et les crédits nécessaires ? L'éducation nationale s'honorerait d'être à la hauteur des enjeux,

les déplacements de population n'en étant qu'à leurs débuts vu les crises climatiques qui s'annoncent, alors qu'un nouveau rapport du GIEC est paru, passé quasiment sous silence.

Dans un peu moins d'un mois aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle, qui a été une des rares élections préservées en terme de participation jusque là. La guerre qui se mène, qui est une guerre d'une dictature contre les modèles démocratiques occidentaux, confisque pour l'instant le nécessaire débat démocratique qui devrait pouvoir se tenir après 5 années de crises diverses (gilets jaunes, pandémie) et de remise en cause du modèle social mais dont les enjeux sont éclipsés (et à qui le reprocher ?). La guerre qui se mène ne saurait non plus éclipser les reculs démocratiques dont a souffert le pays depuis 4 ans. On ne saurait, Mme la Rectrice, prétendre incarner la démocratie quand une partie des actes et des lois ont consisté à faire reculer la démocratie dans le pays. On ne saurait, Mme la Rectrice, prétendre incarner la démocratie quand dans l'éducation nationale, une partie de l'action a été à la fois de tenter de museler les critiques par une loi sur la prétendue école de la confiance et de supprimer des organismes indépendants de contrôle de l'action ministérielle (CNESCO par exemple) On ne saurait, Mme la rectrice, prétendre incarner la démocratie et les valeurs de la république, s'en faire le chantre, en laissant son ministre accuser les personnels, fonctionnaires, donc garants de l'égalité républicaine, de ne pas faire leur travail et de ne pas partager les valeurs de la république. La loi dite de transformation de la fonction publique est un recul démocratique, dans sa volonté d'écarter les représentants du personnel de leur rôle de contrôle de l'égalité de traitement.

Tous ces éléments portent en germe une potentielle déstabilisation de la société, si les choix qui sont faits le sont par défaut et sans réel débat démocratique.

Dans ce chaos démocratique surnage quelques thèmes, dont celui de l'éducation. Nous défendrons toujours celui d'un véritable service public de l'éducation, assuré par des fonctionnaires à haut niveau de recrutement, et bénéficiant d'une formation digne de ce nom. Ce service public a largement qu'il a été malmené par le pouvoir en place (favorisation du privé au détriment du public, forte baisse des postes, réforme comptable du lycée, loi Rilhac..), qui dans notre académie se traduit de nouveau par une quarantaine de fermeture de postes d'enseignant-es.

Concernant la préparation de rentrée dans les collèges et les lycées de l'académie, nous vous alertons en particulier sur la disparition progressive des langues à faible diffusion : il en est ainsi du russe à la rentrée dont 2 postes sont supprimés sur 3. Les lettres classiques sont aussi particulièrement touchées avec 7 postes supprimés. Quant à la voie technologique, c'est une véritable saignée : pour exemple 7 postes de SII ont été supprimés en 2 ans au lycée Branly à Dreux. Les effets délétères des politiques menées par le Ministre, que nous dénonçons, se font sentir dans nos établissements.

Le gouvernement vient d'annoncer le dégel du point d'indice d'ici l'été. Si nous ne sommes pas dupes de cette annonce peu de temps avant les élections présidentielles et législatives, le gouvernement démontre les limites de sa propre politique, menée pendant près de 5 ans. Ces annonces ont lieu aussi deux jours avant une mobilisation unitaire prévue le 17 mars, et nous appelons les collègues à y participer massivement afin d'obtenir de réelles augmentations de salaire. Enfonçons le clou en battant le pavé !